

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 81.018 du 16 juin 1999

A.74.677/VI-14.169

En cause : **la Société Anonyme "André HOUYX",**
ayant élu domicile chez
Me Philippe LEVERT, avocat,
avenue Clémentine 3
1190 Bruxelles,

contre :

la Région Wallonne, représentée par
son Gouvernement.

LE PRESIDENT DE LA VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 14 juin 1997 par la Société Anonyme "André HOUYX" qui demande l'annulation de la décision du 27 mars 1997 du Ministre du Budget, de l'Emploi et de la Formation de la Région wallonne "de ne pas donner suite à la procédure d'appel d'offres concours restreint relatif au marché des études et de l'exécution des travaux de construction de bureaux à Marloie (cahier des charges 413-96-10/MRW)";

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu la lettre du 11 février 1999 adressée au Conseil d'Etat par le conseil de la requérante;

Vu le rapport de M. DEROUAUX, premier auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 59 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 27 avril 1999 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 1^{er} juin 1999 à 10 heures;

Rapport fait par M. CLOSSET, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me WARZEE, loco Me LEVERT, avocat, comparaissant pour la partie requérante et Me VAGMAN, loco Me MAUSSION, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. DEROUAUX, premier auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que par sa lettre précitée du 11 février 1999, le conseil de la requérante a fait savoir au Conseil d'Etat que sa cliente se désistait de son recours; que rien ne s'oppose à ce que ce désistement soit décrété,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs, sont délaissés à la requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique
de la VI^e chambre, le seize juin 1900 nonante-neuf par :

M. CLOSSET, président de chambre,
M^{me} NOTEBAERT, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

Chr. NOTEBAERT.

Ch.-L. CLOSSET.